

Syrie : Libération immédiate de tous les prisonniers politiques !

Le 2 mai 2016, les 850 prisonniers politiques de la prison de Hama se révoltaient et prenaient le contrôle de leur prison. La médiatisation internationale de cette mutinerie a empêché le régime d'Assad de massacrer les prisonniers et l'a contraint à promettre la libération de tous les prisonniers politiques de Hama. Mais à la fin du mois de mai, les prisonniers politiques se révoltaient à nouveau car très peu d'entre eux avaient effectivement été libérés.

Au-delà de Hama, ce sont des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui sont enfermés aujourd'hui dans les geôles du régime Assad (de l'ordre de 250 000). Après leur arrestation, ils sont dirigés vers des centres de détentions où ils subissent interrogatoires et tortures. Puis, après quelques jours ou plusieurs mois, ils sont envoyés dans des prisons, dans lesquelles les conditions de détention sont inhumaines, avec dans certains endroits des décès fréquents, comme dans la prison de Saydnaya (on estime à 70 000 le nombre de morts sous la torture).

Les arrestations, ciblées ou effectuées au hasard, le viol, la torture et l'absence d'information sur le lieu de détention du proche arrêté sont une arme de guerre utilisée par le régime de Assad pour briser la révolution syrienne et un peuple qui s'est soulevé pacifiquement en 2011. Pratiquée sous Assad père puis sous Assad fils, la torture a pris une voie d'extermination rationalisée à l'instar des camps de la mort nazis, comme en témoignent les clichés pris par le photographe César qui montrent 6700 détenus morts et présentant des traces de torture. Et comme lors de la Seconde Guerre mondiale, tous les gouvernements, dont le gouvernement français, sont au courant de ces méthodes d'exterminations et n'hésitent pas à expliquer qu'Assad devrait rester (pendant, voire jusqu'à la fin, d'une « période de transition »).

L'emprisonnement et la torture font partie, avec les bombardements des populations civiles et le siège de quartiers ou de villes, d'une politique d'extermination de masse d'un peuple qui s'est soulevé pacifiquement contre plus de 40 ans de dictature. Ces formes de répression sont souvent liées. Ainsi à Homs, les combattants de l'ASL ont refusé de sortir du quartier d'Al Waer car le régime n'a pas tenu sa promesse de libération de 7365 prisonniers. Par conséquent le régime impose de nouveau un siège au quartier d'Al Waer depuis le 10 mars 2016 et les habitants meurent de faim.

La libération immédiate de tous les prisonniers politiques, la levée immédiate de tous les sièges et l'arrêt immédiat de tous les bombardements (français compris) sont des revendications légitimes du peuple syrien qui depuis 2011 exige la chute du régime.

Ce peuple, en Syrie ou en exil, a tout notre soutien.

